



OIDEL

Nº 1 décembre 2009

OIDEL Siège international
8 rue Le Corbusier CH-1208 Genève
Tel. +41 22 789 29 49
oidel@oidel.org www.oidel.org



newsletter

EDITORIAL

La gratuidad de la enseñanza básica primaria y su financiamiento

La UNESCO organiza una consulta de expertos sobre la educación de base

La educación para todos (EPT) es una prioridad para la UNESCO. Uno de los objetivos concretos de la comunidad de los Estados de las Naciones Unidas, fue precisamente, la gratuidad en la enseñanza primaria.

Es por ello, que en base a la Declaración de Jakarta, adoptada en la Conferencia Internacional, sobre el derecho a la educación básica como derecho humano fundamental y el marco jurídico de su financiación, la UNESCO organiza una consulta de expertos sobre el marco jurídico y político del financiamiento de la educación de base.

Esta consultación se llevará a cabo próximamente, en la sede central de la UNESCO en París. Reunirá expertos reconocidos internacionalmente, autoridades políticas encargadas de la educación y especialistas de distintas regiones.

Servirá de plataforma de diálogo que tendrá

como objetivo facilitar y enriquecer las discusiones y los intercambios a nivel nacional sobre la movilización de recursos en favor de la Educación para todos y su utilización óptima gracias a la elaboración y a la puesta en práctica operacional de un marco a nivel estático para el financiamiento de la educación de base.

Se tratará esencialmente de examinar los marcos y las experiencias específicas de los países, poniendo énfasis las buenas prácticas y discutiendo los mejores modos de financiación de la educación de base.

Oidel participará como experto en el tema. Como se recordará, nuestra organización publicó en 2005 con la colaboración de la UNESCO, un estudio sobre la gratuidad de la enseñanza primaria desde el punto de vista del derecho internacional. UNESCO-OIDEL (2005) "Enseignement primaire et gratuité", Paris, UNESCO.



L'Etat n'est pas le seul responsable
de l'éducation



LE THEME

L'enfant n'est pas une simple créature de l'Etat. Charles L. Glenn

Pour proposer une éducation libérale, nous avons besoin d'une pluralité d'écoles

Les détracteurs du pluralisme scolaire insistent que seules les écoles gérées par le gouvernement peuvent préparer les jeunes à vivre de manière libre. Que requiert l'authentique liberté? L'éducation qui renonce à se rattacher à quelque chose de concret pour donner libre cours aux impulsions et à la créativité de l'enfant ne favorise pas un apprentissage adéquat de la liberté humaine.

La Cour Suprême des Etats-Unis a abordé cette question de manière éloquent dans une de ses décisions les plus importantes: "La théorie fondamentale de la liberté sur laquelle se basent tous les gouvernements de cette Union exclut un quelconque pouvoir général de l'Etat pour "standardiser" les enfants [...] L'enfant n'est pas une simple créature de l'Etat; ceux qui l'éduquent et orientent son futur ont le droit, et l'important devoir, de le respecter et de le préparer pour ses obligations ultérieures" (Pierce versus Society of the Sisters of the Holy Names of Jesus and Mary, 268 U. S. 510 (1923)).

Les voix critiques sur le choix de l'école soutiennent que seules les "écoles publiques" peuvent promouvoir les valeurs de la société. Si c'était vrai, il serait logique que les élèves des écoles publiques fussent meilleurs que ceux des écoles religieuses privées sur le plan des vertus civiques. Mais ce n'est pas le cas, ainsi que l'ont démontré plusieurs études récentes aux Etats-Unis. (Wolf, Greene, Kleitz and Thalhammer 2001, 283)

Mais alors, se pose la question: n'y a-t-il pas le risque qu'il y ait des écoles "fondamentalistes" qui apprennent aux élèves à haïr? Cela serait évidemment possible, mais nous manquons de preuves pour affirmer que cela arrive réellement. La tentative de définir un type d'éducation libérale qui ne soit pas endoctrinement n'arrive pas

à prendre en compte le fait que les enfants ont besoin d'une culture primaire stable et cohérente". Pour proposer cette éducation libérale, surtout si l'enfant vit dans des circonstances chaotiques, "nous avons besoin d'une pluralité d'écoles, et chacune d'entre elles doit avoir sa propre conception du présent et du concret mais aussi s'engager à favoriser la croissance vers la rationalité normale et l'autonomie. [...] La meilleure garantie contre l'endoctrinement institutionnel est l'existence d'une pluralité d'institutions. (Thiessen 1993, 247, 273 74).

Paul Hill souligne la même chose: "l'école acquérera sa stabilité au travers de ses engagements et de la réponse qu'elle apportera aux besoins des groupes d'élèves et de parents envers lesquelles elle s'est engagé, et non en cedant aux préférences politiquement négociées de toute une société. [...] La



Pour proposer une éducation libérale, nous avons besoin d'une pluralité d'écoles.



La vraie liberté est décue par les hommes quand la société civile et ses institutions fonctionnent

La vraie liberté est décue par les hommes quand la société civile et ses institutions fonctionnent

confiance sociale et le sentiment de communauté sont plus forts quand les écoles ont chacune une particularité et que les parents peuvent choisir.

Dans une étude actuelle, on a découvert que les élèves d'écoles ayant un ensemble de principes communs bien définis peuvent entrer beaucoup plus facilement dans des débats sur les valeurs et la politique sociale que les élèves d'écoles dont les principes sont moins clairs. Dans les écoles qui réunissent des élèves de différentes races et classes sociales sans créer de noyau intellectuel ni de valeurs communes, les élèves ont facilement tendance à se regrouper socialement et académiquement selon leur race et leur classe sociale" (Hill 1999, 151).

Dans les régimes totalitaires, la liberté de l'éducation est évidemment combattue par le gouvernement, secondé par le parti politique au pouvoir. Dans les sociétés démocratiques, cependant, les principaux adversaires de la liberté de l'éducation sont paradoxalement les "progressistes" qui agissent au nom de la démocratie et du besoin de forger des personnes autonomes.

Ce que les libéraux, et Horace Mann avec d'autres aux Etats-Unis, soutenaient avec prudence au XIXème siècle, est maintenant affirmé sans retenue par un groupe important de politiciens et d'idéologues contemporains: l'école doit servir comme instrument pour contrôler la société (comme

toujours, au nom d'objectifs idéalistes) par le biais de la formation de l'esprit des enfants pour qu'ils soient fondamentalement différents de leurs parents. De fait, Levinson admet que "comme l'Etat a besoin de forcer l'enfant pour développer en lui son autonomie, [...] les enfants ne peuvent se permettre le luxe de 'choisir de rester en dehors' des opportunités publiques d'améliorer son autonomie [c'est-à-dire les écoles] de la même manière que les adultes". (Levinson, 1999, 38-39).

Si noble que soit l'objectif désiré, et même si historiquement ces efforts n'ont jamais atteint le but proclamé, il s'agit là d'une perversion de l'idée même d'éducation. Dans *Le contrat social* (1762), Rousseau propose que "les hommes soient forcés à être libres"; les idéologues contemporains désirent, eux aussi, utiliser l'éducation pour faire vivre leur propre définition de la liberté.

Mais la vraie liberté est vécue par les hommes, les femmes quand la société civile et ses institutions fonctionnent et que ces mêmes hommes et femmes les choisissent librement parce qu'elles reflètent leurs propres espoirs et convictions. Il est inévitable que ces institutions (comme les écoles libres) offensent les ingénieurs de notre société, ceux qui sont persuadés de connaître mieux que nous ce qui est bon pour nous.

Charles. L. Glenn



OIDEL



NOUVELLES

Ante la educación, todos somos iguales en derecho.



Publicación libro: Discriminación y diferencia en educación.

El Director General de Oidel, Alfred Fernández, ha escrito un libro sobre el tema, « Discriminación y diferencia en educación . Repensar la igualdad de oportunidades ». El libro será publicado próximamente con el apoyo de la Fundación Ábaco para el Progreso de la Educación.

El libro ha sido editado por la editorial Diversités Genève. Si alguien está interesado en comprar un ejemplar, rogamos que nos lo comuniquen en la siguiente dirección: communication@oidel.org. « En el imaginario colectivo democrático es habitual asimilar la separación y la diferencia a la discriminación. Sin embargo esta asimilación no es correcta. Hay diferencias legítimas y hay diferencias discriminatorias.

En la educación las diferencias han jugado siempre un papel fundamental. Por esto no es posible considerar cada separación como discriminatoria ya que la educación tiene que adaptarse a las diferencias sociales, culturales y de capacidades si quiere respetar a la persona. Podríamos afirmar que, ante la educación, todos somos iguales (en derecho) , pero también todos somos diferentes (por nuestras necesidades y potencialidades).”

Jornadas internacionales en la Universidad de La Rioja- Mayo

El pasado 15 de mayo 2009 se llevó a cabo en la Universidad de Derecho de La Rioja, unas jornadas internacionales sobre «

La responsabilidad social de la educación superior ». Se contó con la asistencia del excmo. Sr.D. Georges Haddad, Director de la División de Educación Superior de la UNESCO: D. Felice Rizzi, Director de la Cátedra UNESCO Ética de la cooperación y los derechos humanos de la Universidad de Bergamo (Italia) ; Alfred Fernández, Director General de Oidel y Presidente del Colegio universitario Henry Dunant ; Dña. Nuria Castejón Silvo, Observatorio Cooperación Universitaria al Desarrollo. Conferencia de Rectores de Universidades Españolas.

Las jornadas se inscribieron en la preparación de la Conferencia mundial sobre Educación Superior : « Las nuevas dinámicas de la Educación Superior y de la Investigación para el Cambio Social y el desarrollo »



Hacia donde se dirige Europa cuando hablamos de educación? Que tipo de educación?

Reunión de EMIE (European Meeting of Independent Education)

El pasado día 29 de mayo se reunió en Bruselas el grupo EMIE (European Meeting of Independent Education), organización de la que Oidel es miembro , con el objetivo de plantearse distintas cuestiones : Hacia donde se dirige Europa cuando hablamos de educación ? Que tipo de educación ? Como se plantea en Europa el tema de la libertad de educación ? Tienen los padres libertad suficiente sobre el tipo de educación y sobre la escuela que éstos quieren sobre sus hijos ?